



Guide d'évaluation des risques



SMIS
Service Médical
Interentreprises
du Saumurois

Septembre 2002

Ce guide a été réalisé par la Caisse Régionale d'Assurance Maladie des Pays de la Loire et les Services de Santé au Travail du Maine-et-Loire.

PRINCIPES

Le décret du 5 novembre 2001 (en annexe) impose aux entreprises de réaliser l'évaluation des risques professionnels.

Quelle que soit la méthode employée par l'entreprise pour évaluer ses risques professionnels, la clé du succès passe par le respect de quelques principes de base.

L'évaluation n'est pas une fin en soi

L'évaluation des risques professionnels ne sert à rien si elle n'est pas suivie d'actions. Il ne s'agit que d'une étape dans un processus global.

La maîtrise de l'évaluation appartient à l'entreprise

Même si vous avez recours à des conseils extérieurs, les décisions finales et les mesures à prendre pour maîtriser vos risques vous appartiennent.

L'évaluation des risques est une démarche collective

Les salariés eux-mêmes sont les mieux placés pour connaître les situations dangereuses, même s'ils n'en ont pas toujours conscience. Il est donc nécessaire de les associer à la démarche, notamment par le biais des CHSCT, pour qu'elle soit plus riche et prenne bien en compte la réalité du travail.

L'évaluation n'est pas une démarche éphémère

L'évaluation doit être continue dans l'entreprise et faire l'objet de mises à jour dès que nécessaire (modification de la production, agrandissement des locaux, ...)

Vocabulaire

Danger : cause capable de provoquer un dommage (lésion ou atteinte à la santé).

Situation dangereuse : ... salarié en présence d'un danger.

Risque : combinaison de la gravité du dommage potentiel et de sa probabilité d'apparition.

METHODE

Faire l'inventaire des unités de travail dans l'entreprise (postes, familles de postes, métiers ou lieux de travail...).

Identifier les situations dangereuses liées à chaque unité de travail

Estimer pour chaque situation dangereuse :

- **la gravité des dommages potentiels**

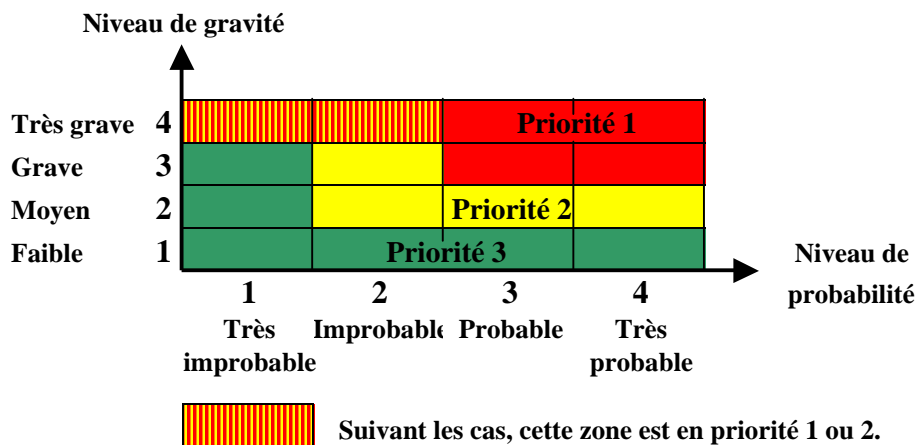
- 1 - Faible : accident ou maladie sans arrêt de travail
- 2 - Moyen : accident ou maladie avec arrêt de travail
- 3 - Grave : accident ou maladie avec incapacité permanente partielle
- 4 - Très grave : accident ou maladie mortel.

- **la probabilité d'apparition**

(fonction de la durée et/ou de la fréquence d'exposition des salariés, du nombre de salariés concernés...).

- 1 - Très improbable
- 2 - Improbable
- 3 - Probable
- 4 - Très probable

Hierarchiser les risques pour déterminer les priorités du plan d'actions



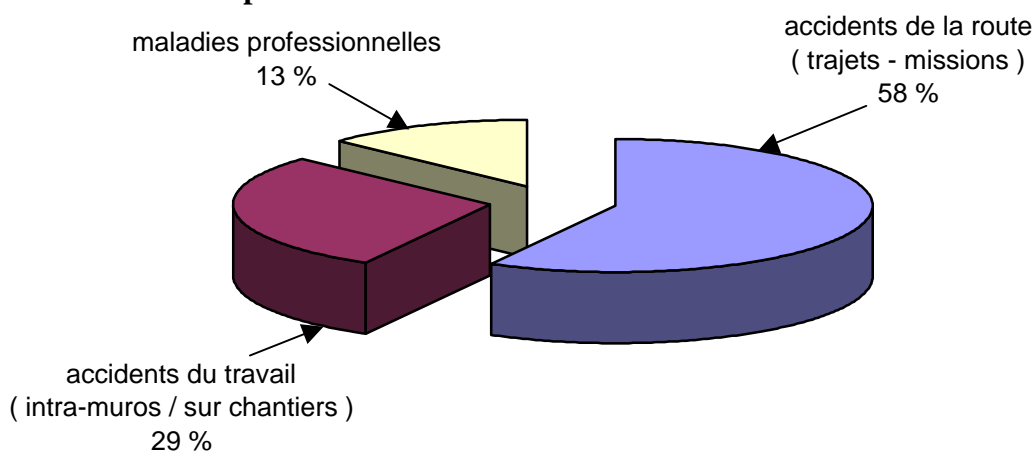
Pour rédiger les grilles d'évaluation par unité de travail, à l'aide des exemplaires vierges en annexe, vous pouvez utiliser les fiches 1 à 20 qui présentent des exemples de situations dangereuses et les mesures de prévention correspondantes.

Vous pouvez également examiner les maladies et accidents survenus dans votre entreprise, voire les statistiques nationales ou par profession, afin d'identifier certains risques et les hiérarchiser.

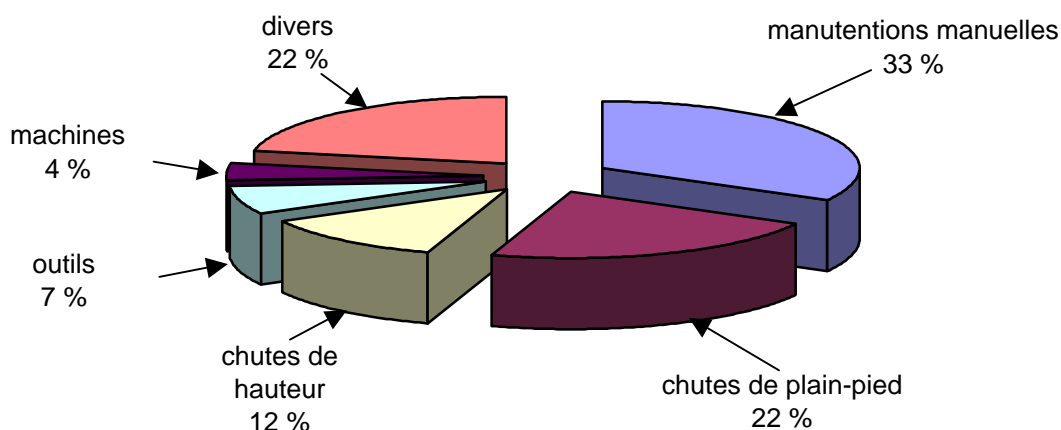
STATISTIQUES

(Source : Caisse Nationale de l'Assurance Maladie - année 1999 - France entière)

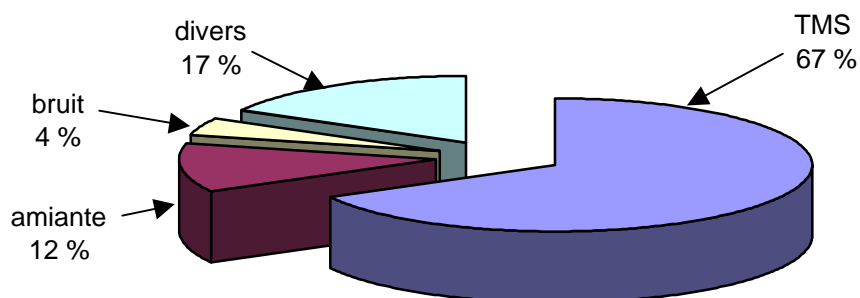
Répartition des 1 574 maladies et accidents mortels



Répartition des accidents du travail mortels ou avec arrêt par origine (intra-muros / sur chantiers)



Répartition des maladies professionnelles mortelles ou avec arrêt par origine



Remarque : de nombreux cancers ne sont pas pris en compte dans les statistiques des maladies professionnelles car ils sont d'origine multifactorielle et le lien de causalité avec l'activité professionnelle des victimes est souvent difficile à établir. Sur les 140 000 décès annuels par cancer 5 à 15 % suivant les études scientifiques, seraient d'origine professionnelle prépondérante .

LISTE DES FICHES

	N° fiche	Libellé
	01	Liste des fiches
	02	Références réglementaires et documentaires
Manutention circulation	03	Risque de chute
	04	Risque lié à la manutention manuelle
	05	Risque lié à la manutention mécanisée
	06	Risque lié aux circulations et aux déplacements
	07	Risque lié aux effondrements et aux chutes d'objets
Chimie biologie	08	Risque toxique
	09	Risque d'incendie, d'explosion
	10	Risque biologique
	11	Risque lié au manque d'hygiène
Equip.	12	Risque lié à l'électricité
	13	Risque lié aux machines et aux outils
Ambiance	14	Risque lié au bruit
	15	Risque lié aux vibrations
	16	Risque lié aux ambiances thermiques
	17	Risque lié aux rayonnements
	18	Risque lié aux ambiances lumineuses
Orga.	19	Risque lié à l'intervention d'une entreprise extérieure
	20	Risque lié à l'organisation du travail

REFERENCES REGLEMENTAIRES ET DOCUMENTAIRES

	N° fiche	Références
Manutention circulation	03	INRS ED 718 Conception des lieux de travail INRS ED 800 Le guide de la circulation en entreprise
	04	INRS ED 776 Méthode d'analyse des manutentions manuelles INRS OREGÉ / OSHA Outil de repérage du risque TMS
	05	INRS ED 718 Conception des lieux de travail INRS ED 766 Chariots automoteurs de manutention. Manuel de conduite
	06	INRS ED 800 Le guide de la circulation en entreprise INRS ED 877 Risque routier encouru par les salariés
	07	INRS ED 771 Les rayonnages métalliques
Chimie biologie	08	CRAMPL Evaluation du risque chimique (danger x quantité x mode opératoire) Décret n° 97 du 1/02/01 "CMR" INRS ED 753 Stockage et transvasement des produits chimiques
	09	INRS ED 789 Incendie et lieu de travail
	10	INRS ED 5002 Les risques biologiques en milieu de travail
	11	INRS TJ 11 Installations sanitaires des entreprises INRS ED 869 Se laver les mains
Equip.	12	INRS ED 325 Accidents d'origine électrique INRS ED 1456 L'habilitation en électricité
	13	INRS ED 770 Machines et équipements de travail. Mise en conformité INRS ED 754 Consignation et déconsignation INRS ED 828 Principales vérifications périodiques
Ambiance	14	INRS ED 707 Vos gueules les décibels INRS ED 808 Réduire le bruit en entreprise
	15	INRS ED 864 Vibrations plein le dos
	17	INRS ED 785 Champs électriques et magnétiques
	18	INRS TJ 13 Eclairage des locaux de travail INRS ED 82 L'éclairage naturel INRS ED 85 Eclairage artificiel au poste de travail INRS ED 763 Danger des lampes halogènes
Orga.	19	INRS ED 757 Intervention d'entreprises extérieures
	20	INRS ED 675 Comité d'Hygiène Sécurité et des Conditions de Travail INRS ED 806 Repères pour l'intégration de l'intérimaire

Vous pouvez consulter les brochures de l'Institut National de Recherche et de Sécurité sur le site inrs.fr ou vous les procurer gratuitement en appelant le service documentation de la CRAM au n° **02 51 72 84 08** .

Annexes

Décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, prévue par l'article L. 230-2 du code du travail et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat)

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'emploi et de la solidarité et du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la directive n° 89/391/CEE du Conseil des Communautés européennes du 12 juin 1989, et notamment ses articles 9 et 10 ;

Vu le code du travail, et notamment son article L. 231-2 ;

Vu le code pénal, et notamment son article R. 610-1 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels en date du 21 janvier 2000 ;

Vu l'avis de la Commission nationale d'hygiène et de sécurité du travail en agriculture en date du 27 avril 2000 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - Au titre III du livre II du code du travail (partie Réglementaire), il est introduit un chapitre préliminaire ainsi rédigé :

**« Chapitre préliminaire
« Principes de prévention**

« Art. R. 230-1. - L'employeur transcrit et met à jour dans un document unique les résultats de l'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs à laquelle il doit procéder en application du paragraphe III (a) de l'article L. 230-2. Cette évaluation comporte un inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail de l'entreprise ou de l'établissement.

« La mise à jour est effectuée au moins chaque année ainsi que lors de toute décision d'aménagement important modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail, au sens du septième alinéa de l'article L. 236-2, ou lorsqu'une information supplémentaire concernant l'évaluation d'un risque dans une unité de travail est recueillie.

« Dans les établissements visés au premier alinéa de l'article L. 236-1, cette transcription des résultats de l'évaluation des risques est utilisée pour l'établissement des documents mentionnés au premier alinéa de l'article L. 236-4.

« Le document mentionné au premier alinéa du présent article est tenu à la disposition des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou des instances qui en tiennent lieu, des délégués du personnel ou, à défaut, des personnes soumises à un risque pour leur sécurité ou leur santé, ainsi que du médecin du travail.

« Il est également tenu, sur leur demande, à la disposition de l'inspecteur ou du contrôleur du travail ou des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale et des organismes mentionnés au 4^o de l'article L. 231-2. »

Art. 2. - Il est ajouté après l'article R. 263-1 du code du travail un article R. 263-1-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 263-1-1. - Le fait de ne pas transcrire ou de ne pas mettre à jour les résultats de l'évaluation des risques, dans les conditions prévues à l'article R. 230-1, est puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 5^e classe.

« La récidive de l'infraction définie au premier alinéa est punie dans les conditions prévues à l'article 131-13 du code pénal. »

Art. 3. - L'article R. 263-1-1 du code du travail entrera en vigueur un an après la publication du présent décret.

Art. 4. - La ministre de l'emploi et de la solidarité, la garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'agriculture et de la pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 novembre 2001.
